



MA France : malgré les tentatives de division et les manœuvres patronales, **les salariés sont toujours en grève !** **Monsieur Bruno Le Maire doit passer de la parole aux actes !**

Depuis le 16 avril, les travailleurs de l'usine d'emboutissage MA France Aulnay ont engagé un véritable bras de fer avec leur direction et surtout avec Stellantis, le principal client de l'usine. Depuis l'annonce d'un dépôt de bilan, suite à la volonté de Stellantis de délocaliser cette production (80% des pièces d'Aulnay sont pour les usines de Stellantis) ils ne décolèrent pas et exigent des garanties pour leur avenir.

Cette usine est l'ancien atelier des presses de PSA Aulnay en Seine-Saint-Denis, vendu en 2004 au groupe CLN, fournisseur de Fiat. Le constructeur est aussi propriétaire des outils de presse et lui fournit la matière première, les bobines de métal. **Stellantis est donc donneur d'ordres, fournisseur et client de MA France, soit le véritable patron.** Dans son plan de restructuration de ses activités à l'échelle européenne, **Stellantis a décidé de transférer la production de cette usine en Turquie et s'est mis à étrangler son fournisseur en fixant des prix non acceptables avec des "retards" de paiement.**

Les travailleurs ont pris par surprise leur patron, et Stellantis, en se mettant à 100 % en grève. Du coup, trois usines de Stellantis sont toujours à l'arrêt : Poissy, Hordain et Luton en Angleterre.

Les directions de MA et Stellantis inondent les grévistes de rumeurs mensongères et de messages de chantage pour tenter de les désolidariser et de les démoraliser. La feuille de paie d'avril a été avancée avec le retrait des journées de grève. Directions qui multiplient les fausses informations auprès des salariés des usines du groupe à l'arrêt pour minimiser l'ampleur des conséquences de sa surdité à la lutte des MA. La direction de MA France accélère son dépôt de bilan avec une audience au tribunal le 6 mai. Chaque jour apporte donc son lot de manœuvres.

Un accord de reprise du travail pour une prime de 45 000 euros brut est sur la table, mais aucune garantie sur le paiement effectif dans le cadre d'une liquidation. Par ailleurs rien n'est discuté sur la sauvegarde de l'emploi : reclassement, congés mobilité, formations, départ en retraite anticipé (de très nombreux salariés après des décennies de travail dans l'usine ont plus de 55 ans) ... Stellantis refuse d'assumer sa responsabilité sociale.

Ce matin, une nouvelle réunion a été convoquée par la direction en urgence et des camions sont en file indienne pour venir chercher des pièces alors que rien n'est conclu. Les pressions patronales continuent.

Aujourd'hui Le ministre de l'économie a déclaré dans une interview matinale que « *les donneurs d'ordre devaient faire attention à leurs sous-traitants* ». « Bruno demande » au patronat et la caravane de la casse industrielle continue de passer. Il faut à présent des actes forts !

Les salariés sont déterminés à défendre durement leurs droits et leur avenir et ont voté ce matin la reconduction de la grève !

Face aux manœuvres des patrons, qui n'ont pour seul but que de créer des tensions et des incidents après 12 jours d'arrêt total de l'usine, nous demandons en urgence Préfet de Seine-Saint-Denis d'intervenir. L'État doit à présent obtenir une médiation de l'inspection du travail, au moment où le ministre convoque une réunion des donneurs d'ordre lundi 6 mai. Monsieur Le Maire à un exemple concret d'étranglement jusqu'à l'agonie d'un sous-traitant par son donneur d'ordre. C'est une occasion pour agir afin de préserver l'outil industriel, l'emploi et les compétences ouvrières. Une grève qui met trois usines du pays à l'arrêt devient un sujet national.

Monsieur le Ministre passez de la parole aux actes !

Bobigny le 02 mai 2024

Contacts presse :

Abdel : 06 29 53 30 49

Adel : 06 52 55 75 13

Stéphane : 06 63 17 16 83

COMMUNIQUÉ